

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/06/171**

**EXPLOITATION D'ACTIVITES  
DE BAINS DE MER SUR LE  
LOT N°2 ET LE LOT N°3 DE  
LA PLAGE NATURELLE DE  
MAR VIVO - LES SABLETTES  
A LA SEYNE-SUR-MER -  
CHOIX DU MODE DE  
GESTION**

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

**ABSENTS :**

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

## **Séance Publique du 28 juin 2022**

**N° D' O R D R E : 22/06/171**

**O B J E T : EXPLOITATION D'ACTIVITES DE BAINS DE MER SUR  
LE LOT N°2 ET LE LOT N°3 DE LA PLAGE NATURELLE  
DE MAR VIVO - LES SABLETTES A LA SEYNE-SUR-  
MER - CHOIX DU MODE DE GESTION**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L.2124-4 et R.2124-31 à 34,

**VU** la compétence autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages transférées à la Métropole Toulon Méditerranée le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018, par lequel la concession de la plage naturelle de Mar Vivo – Les Sablettes sur la commune de La Seyne-sur-Mer a été accordée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour une durée de 12 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2030,

**VU** l'avis du comité technique du 07 avril 2022,

**VU** l'avis de la Commission Consultative des services Publics Locaux du 21 octobre 2021,

**VU** l'avis de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique du 09 mars 2022,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue au 1<sup>er</sup> janvier 2018, autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages ; que, de fait, elle s'est substituée aux communes dans la gestion des plages et des sous-traités d'exploitation sur l'ensemble du territoire métropolitain,

**CONSIDERANT** que par arrêté en date du 20 décembre 2018, le Préfet a accordé à la Métropole la concession de plage naturelle de Mar Vivo–Les Sablettes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2030,

**CONSIDERANT** que la plage du Mar Vivo–Les Sablettes présente six lots de plage dont deux matelas/parasols actuellement exploités jusqu'au 30 octobre 2022,

**CONSIDERANT** qu'il convient donc de relancer les procédures pour ces deux lots :

- le lot n°2 d'une superficie totale de 80 m<sup>2</sup> dont l'objet est la « location de matelas parasols »,
- et le lot n°3 d'une superficie totale de 200 m<sup>2</sup> dont l'objet est la « location de matelas parasols »,

**CONSIDERANT** que les missions à assurer, dans le cadre de l'exploitation d'un service public de bain de mer, sont les suivantes :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer,
- Exploitation du lot de plage,
- Entretien du lot de plage,
- Surveillance et contrôle de la sécurité des usagers sur le lot,
- Veiller au bon fonctionnement du service,
- Assurer la protection du domaine public maritime du lot,

**CONSIDERANT** la spécificité des services concernés, le choix de les confier à des sous-traitants, délégataires de service public, apparaît la solution la plus cohérente et efficiente en matière d'exploitation,

**CONSIDERANT** que les sous-traitants se rémunéreront exclusivement par la perception de recettes auprès des usagers et qu'en contrepartie ils devront verser à l'autorité concédante une redevance d'occupation domaniale annuelle. Cette redevance étant composée d'une part fixe annuelle et d'une part variable de 1% minimum du chiffre d'affaires global réalisé pendant la période d'exploitation. (Le pourcentage définitif sera proposé par les candidats dans leur offre),

**CONSIDERANT** que la durée des sous-traités d'exploitation des lots de plage sera de 6 périodes d'exploitation à compter de leur date de notification et que chaque année la période d'exploitation s'étendra du 15 mars au 15 novembre,

**CONSIDERANT** le rapport sur le choix du mode de gestion contenant les caractéristiques des prestations que doivent assurer les sous-traitants, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que le Comité Technique, la Commission Consultative des Services Publics Locaux et la Commission Protection de l'Environnement, Développement durable, Transition Ecologique et Energétique de la Métropole se sont positionnés favorablement au recours à une Délégation de Service Public pour l'exploitation de ces lots,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** le rapport sur le mode de gestion ci-joint contenant les caractéristiques des prestations que doivent assurer les sous-traitants.

### **ARTICLE 2**

**D'ADOPTER** le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation d'activités de bains de mer sur le lot n°2 et le lot n°3 de la plage naturelle de Mar Vivo—Les Sablettes située sur la commune de La Seyne-sur-Mer.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** le lancement de procédures de consultation de délégation de service public relative à l'exploitation d'activités de bains de mer sur le lot n°2 et le lot n°3 de la plage naturelle de Mar Vivo—Les Sablettes située sur la commune de La Seyne-sur-Mer.

#### **ARTICLE 4**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM et son représentant à signer les pièces propres aux procédures engagées dans ce cadre juridique.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0





**Rapport de présentation de l'article L 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le choix du futur mode de gestion d'un service public de bain de mer situé sur la concession de plage de Mar-Vivo/les Sablettes- Commune de la Seyne sur Mer**

**Article L1411-4**

- Modifié par [Loi n°2002-276 du 27 février 2002 - art. 5](#)

*« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire. »*

23/02/2022

Table des matières

INTRODUCTION

## **PARTIE I - Présentation des modes de gestion**

### **I. Modes de gestion directe**

- A. La Régie à simple autonomie financière
- B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale

### **II. Mode de gestion déléguée**

- A. La Concession

### **III. Autres modes de gestion**

- A. Le marché public
- B. Les autres modes exclus d'office

### **IV. Analyse des scénarii**

## **PARTIE II –Choix du mode de gestion**

### **Partie III : Principales caractéristiques du futur contrat de Délégation de service public**

- A. Objet
- B. Les missions confiées au délégataire
- C. Les conditions financières d'exploitation du service
- D. Le régime des responsabilités
- E. La durée du contrat
- F. Durée de la période d'exploitation
- G. Contrôle, pénalités et sanctions
- H. La fin du contrat

### **Partie IV : Modalités de passation de la délégation de service public**



## INTRODUCTION

La Commune de la Seyne-Sur-Mer est située dans le Département du Var, en région Provence-Alpes Côte d'Azur. Elle fait partie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Elle compte 62 888 habitants (recensement INSEE en 2018).

La concession de plage naturelle de Mar-vivo les Sablettes, objet du présent rapport, est située sur la partie Sud du quartier des Sablettes et du Parc Braudel.

C'est une plage de sable fin, en arc de cercle et orientée sud. La superficie totale de la concession de plage est de 18 197 m<sup>2</sup> pour un linéaire de 1 159 m.

Le 1er janvier 2018, la compétence « autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages » a été transférée à la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée. La Métropole s'est substituée de plein droit à la Commune dans tous les actes et délibérations afférents aux concessions de plage.

La concession de plage de Mar-Vivo les Sablettes a été renouvelée par arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2018 pour une période de 12 ans à partir du 1er janvier 2019.

S'agissant d'une concession de plage naturelle et conformément aux dispositions de l'article R 2124-16 du code général de la propriété des personnes publiques, un minimum de 80 % de la longueur du rivage et de 80 % de la surface de la plage sera libre de tout équipement et installation.

La concession de plage de Mar-Vivo/ Les Sablettes présentée dans ce rapport, prévoit 6 lots et 6 zones spécifiques:

➤ **Les 6 lots de plage sont répartis comme suit:**

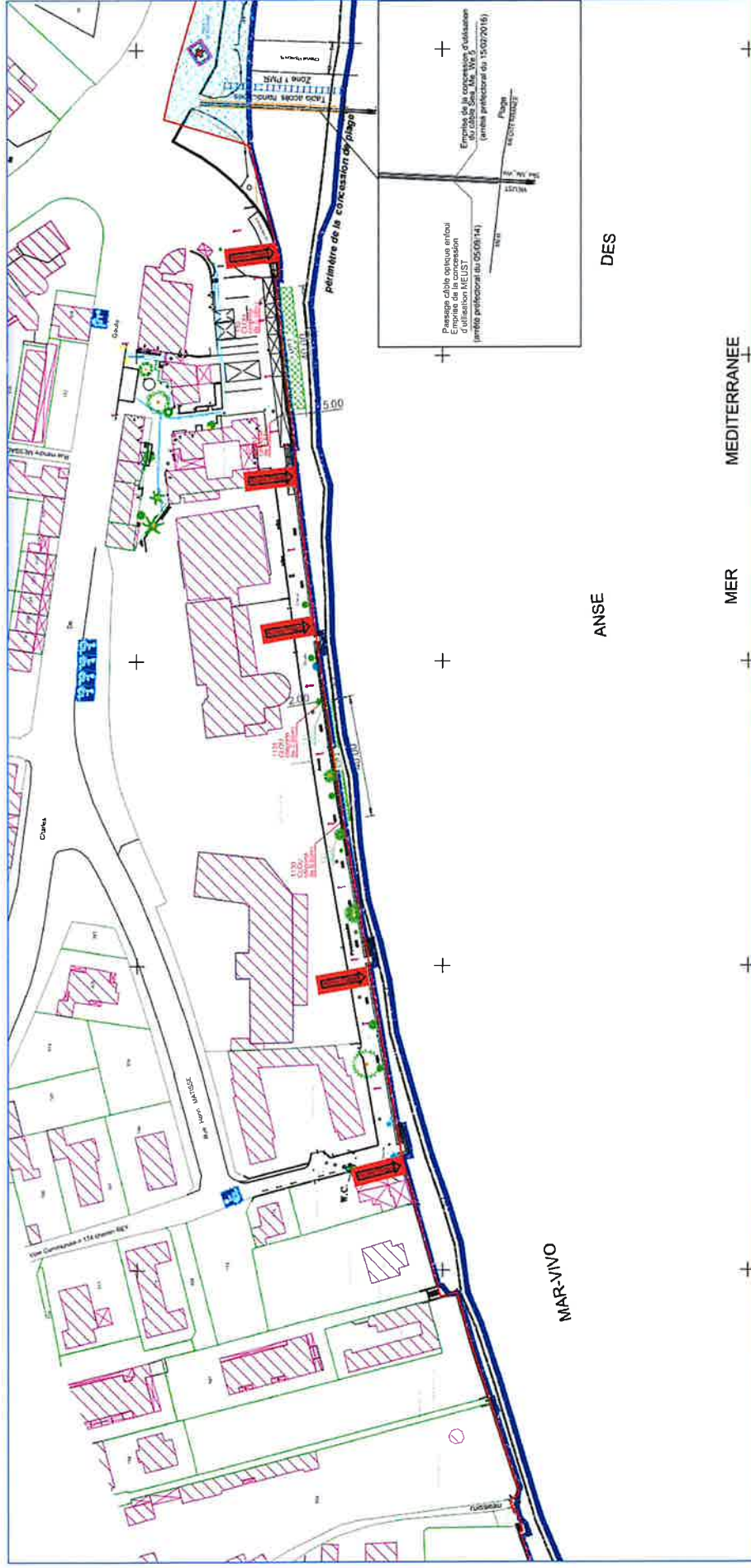
- **Lot N°1** superficie maximale: 165m<sup>2</sup>, non accessible aux PMR. Ce lot comporte deux activités
  - Une emprise réservée à un local pour restauration légère de 25m<sup>2</sup>, ainsi qu'une terrasse de 40m<sup>2</sup>d'un seul tenant;
  - Une superficie destinée à la location de matelas/parasols de 100m<sup>2</sup>, pouvant être scindée en deux espaces permettant l'accès à la mer depuis l'arrière-plage;
  - Lot non accessible au PMR (AP du 17 février 2017),
- **Lot N°2:** superficie maximale: 80m<sup>2</sup> (non accessible au PMR) ce lot comporte une seule activité:
  - Une superficie destinée à la location de matelas/parasols de 80m<sup>2</sup>,
- **Lot N°3:** superficie maximale: 200m<sup>2</sup> (non accessible au PMR), ce lot comporte une seule activité:
  - Une superficie destinée à la location de matelas/parasols de 200m<sup>2</sup>,
- **Lot N°4 :** superficie maximale : 300m<sup>2</sup>, ce lot comporte deux activités:
  - Une superficie destinée à la location de matelas/parasols de 200m<sup>2</sup>
  - Une emprise de stockage pour engins nautiques non motorisés de 100m<sup>2</sup>,
- **Lot N°5 :** superficie maximale : 200m<sup>2</sup>, ce lot comporte une seule activité:

- Une superficie destinée à la location de matelas/parasols de 200m<sup>2</sup>,
- **Lot N°6** : (superficie maximale : 200m<sup>2</sup>) ce lot comporte une seule activité:
  - Une superficie destinée à la location de matelas/parasols de 200m<sup>2</sup>.
- **Les 4 zones spécifiques sont réparties comme suit:**
- **Zone spécifique N°1** : (superficie maximale : 60m<sup>2</sup>)
  - Accès pour personnes à mobilité réduite (revêtement spécifique)
- **Zone spécifique N°2** : (superficie maximale : 60m<sup>2</sup>)
  - Accès pour personnes à mobilité réduite (revêtement spécifique)
- **Zone spécifique N°3** : (superficie maximale : 40m<sup>2</sup>)
  - Accès pour personnes à mobilité réduite (rampe bétonnée)
- **Zone spécifique N°4** : (superficie maximale : 400m<sup>2</sup>)
  - Emprise destinée à la pratique des sports de plage (en régie municipale)
  -

La question du choix du mode de gestion se pose uniquement pour les lots de plage N°2 et N°3, dont les contrats de Délégation de Service Public arrivent à échéance le 31 octobre 2022.

23/02/2022

Extrait du plan de la concession actuellement en vigueur :





Il est à noter que la Métropole s'engage à respecter le cahier des charges relatif à la concession de plage de Mar-Vivo/Les Sablettes.

En 2021, cinq des six lots de plage sont attribués et exploités par des délégataires.

Le Lot N°1 n'est plus exploité. En effet, au regard des phénomènes récurrents d'érosion de la plage et ce malgré les opérations de rechargement en sable, le délégataire, qui pour cette raison n'avait pas pu exploiter en 2020, a demandé la résiliation de son contrat. Cette résiliation a été accordée par délibération du Conseil Métropolitain N° 21/05/200 en date du 27 mai 2021.

Les contrats de délégation de service public des lots 2 et 3 constitués uniquement de matelas/parasols arrivent à échéance le 31 octobre 2022 et il est donc nécessaire, dès à présent d'engager les démarches pour effectuer leur renouvellement afin d'assurer une continuité de service

Les prestations constitutives de Service Public des bains de mer assurées sur les deux lots de plage sont les suivantes :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer,
- Exploitation des lots de plage,
- Entretien des lots de plage,
- Surveillance et contrôle de la sécurité des usagers sur les lots,
- Veiller au bon fonctionnement du service,
- Assurer la protection du domaine public maritime sur les lots.

La présente note vise à justifier du choix du mode de gestion proposé pour l'exploitation de ces deux lots de plage.



## **PARTIE I - Présentation des modes de gestion**

La Métropole, qui est responsable de la gestion des plages concédées sur son territoire, peut choisir de gérer ce service selon les modes suivants :

- **Gestion directe** : Régies à simple autonomie financière ou à personnalité morale;
- **Gestion déléguée** : Concessions (de service ou de travaux);
- **Autres formes de gestion** : Marchés publics ; Sociétés Publiques Locales (SPL), Sociétés d'Economie Mixte (SEM) et Sociétés d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOp).

### **I. Modes de gestion directe**

Les modes de gestion directe se différencient les uns des autres par une plus ou moins grande autonomie du service public par rapport à la Collectivité.

Dans cette gradation, on distingue deux types de structures :

- La régie dotée de l'autonomie financière,
- La régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

L'exploitation des services pourra nécessiter le recours à la passation de marchés publics avec des prestataires extérieurs, selon les règles fixées par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

#### **A. La Régie à simple autonomie financière**

La régie dotée de l'autonomie financière est prévue à l'article L. 1412-1 et suivants ; 2221-11 du CGCT et son régime est précisé par les articles L. 2221-12 à L.2221-14 et R. 2221-63 à R. 2221-98 du Code général des Collectivités territoriales.

Elle reste sous le contrôle de la Métropole mais dispose d'organes propres de gestion :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (arrête et fixe les statuts et les moyens mis à disposition) ;
- Organes de gestion (sous l'autorité de la Métropole) :
  - 1 directeur (le président reste l'ordonnateur de la régie) ;
  - 1 conseil d'exploitation (organe consultatif de contrôle et de proposition).
- Application des règles de la comptabilité publique
- Budget propre voté par l'assemblée délibérante

Le rôle du conseil d'exploitation est essentiellement consultatif et les décisions restent prises par le conseil métropolitain.

#### **B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale**

C'est un établissement public autonome rattaché à la Métropole (qui peut exercer son contrôle) :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (fixe les statuts le montant de la dotation initiale de la régie),
- Organes de gestion :
  - 1 conseil d'administration : délibère sur les questions relatives au fonctionnement et à l'activité de l'établissement (acquisition, location, passation et exécution des marchés) ;

- 1 directeur : ordonnateur des dépenses et recettes, exécution des décisions du conseil d'administration (notamment marchés, contrats).
- Application des règles de la comptabilité publique ;
- Budget propre non annexé au budget de la Métropole et voté par le conseil d'administration.

**L'exploitation en régie est le mode de gestion par lequel la collectivité prend en charge directement le financement des travaux, l'organisation et le fonctionnement du service. Ce mode d'exploitation suppose que la Métropole dispose des ressources et compétences techniques pour organiser et gérer directement le service. En l'espèce, il s'agit d'un domaine de compétence particulier qui nécessite la mobilisation d'un professionnel.**

## II. Mode de gestion déléguée

### **A. La Concession**

Le Code de la Commande Publique réunit désormais au sein d'un même corpus juridique tous les contrats de logique concessive (auparavant séparé entre la Délégation de Service Public, la Concession de travaux et la Concession de services).

#### **1. Définition**

L'article L1121-1 du Code de la Commande Publique définit la concession de la manière suivante:

***« Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés. »***

**La distinction fondamentale avec un marché public réside dans le transfert au cocontractant d'un risque lié à l'exploitation. Quelles que soient les modalités de rémunération du cocontractant, il conviendra pour identifier une concession de se demander s'il existe un aléa économique faisant dépendre cette rémunération « substantiellement des résultats de l'exploitation » pour reprendre la formulation de la loi Sapin.**

#### **2. Typologie des contrats de concession**

En réalité, la notion de concession regroupe plusieurs contrats différents :

- les concessions de travaux ;
- les concessions de service;

Les concessions de service comprennent les délégations de service public issues de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 dite « loi Sapin ».

L'article L. 1121-3 du Code de la Commande Publique définit la délégation de service public comme un contrat de concession :

*« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service. **La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.** »*

La délégation de service public se caractérise par le transfert de la gestion d'un service public à un opérateur, qui contrairement au marché public, se voit transférer un risque lié à l'exploitation du service.

Dès lors, pour qu'un éventuel contrat passé par la Métropole soit qualifié de délégation de service public, **il conviendra de bien s'assurer que le délégataire ne bénéficie pas de compensation absolue des pertes qu'il pourrait rencontrer. Autrement dit, la Métropole ne peut s'engager à couvrir les déficits de l'exploitant.**

Dans le cadre d'une délégation de service public, **la Collectivité peut se contenter de confier uniquement la gestion du service public mais elle peut confier également la réalisation d'investissements au délégataire en plus de la gestion du service public.**

### III. Autres modes de gestion

#### **A. Le marché public**

##### **1. Marchés de travaux, fournitures ou services**

Aux termes de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique *« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent. »*

Les marchés publics ont pour objet l'acquisition d'une prestation de travaux ou/et de services ou de fournitures.

Ils supposent l'établissement d'un contrat d'une durée relativement courte.

La rémunération du partenaire est assurée par une contrepartie financière, fixée dans le contrat, et directement versée par la personne publique en contrepartie immédiate de la prestation fournie.

Les risques vis-à-vis des tiers liés à la définition, à l'établissement et à la conservation des ouvrages après leur réception sont à l'entière charge de la personne publique.

Le prestataire de services ne prendra pas à son compte les risques d'exploitation, autrement dit, il importe peu pour celui-ci que la gestion génère des bénéfices ou des pertes. La Collectivité dans un tel montage demeurerait la seule responsable du résultat de l'exploitation financière du service.

Le contrat est un contrat dit *« d'exploitation »*. Dans ce contrat est confiée la gestion quotidienne du service public contre une rémunération.



Par ce seul contrat, le titulaire du marché ne peut pas prendre à sa charge les investissements puisque dans un tel contrat l'ensemble des prestations est directement facturé dans leur totalité à la Métropole.

Ce mode de gestion a pour avantage de permettre d'obtenir les compétences techniques et humaines que n'aurait pas nécessairement la Métropole.

Il a aussi l'avantage de lier la Métropole pour une durée optimale (dans les limites du principe de remise en concurrence périodique des contrats publics).

Le principal défaut d'un tel montage est toutefois de laisser les investissements à la charge financière de la Métropole (**en comparaison avec le montage de la DSP où les investissements sont mis à la charge du délégataire et le risque d'exploitation est assuré par lui**).

En outre, il n'est pas particulièrement motivant pour le gestionnaire dont la rémunération ne peut qu'être majoritairement fixe.

**Le recours aux marchés publics n'apparaît donc pas opportun.**

**Les marchés publics globaux (L2171-2 et L2171-3 du CCP) et de partenariat (L1112-1 du CCP) ne seront pas évoqués car ils ne sont pas appropriés au cas d'espèce.**

## **B. Les autres modes de gestion de service exclus d'office**

Les sociétés publiques locales, d'économie mixte, d'économie mixte à opération unique et les quasi-régies seront exclues d'office des modes de gestion envisagés pour ce service. Ces modes ne sont, en effet, pas appropriés à l'exploitation de ce type de service.

IV. Analyse comparative des scenarii

MODE DE GESTION	CARACTERISTIQUES GENERALES	OBSERVATIONS
REGIE A SIMPLE AUTONOMIE FINANCIERE	Service sans personnalité juridique ni capital  Le pouvoir décisionnaire du conseil d'exploitation est restreint par rapport à une régie à personnalité morale. Son rôle est essentiellement consultatif.	
REGIE A AUTONOMIE FINANCIERE ET PERSONNALITE MORALE	Personne morale de droit public dotée d'une autonomie financière et sans capital  Le conseil d'administration dispose de pouvoirs élargis (vote le budget, etc.).	Cette solution est envisageable mais nécessitera le recours à plusieurs marchés pour la réalisation des prestations.  La Métropole assume les risques d'exploitation ce qui ne correspond pas aux souhaits de la Métropole.
MARCHES PUBLICS	La Métropole demeure responsable.  Les prestations sont réalisées moyennant une rémunération au prestataire.	Peu adapté pour l'exploitation de l'intégralité du service ce qui ne correspond pas à ce qu'elle recherche.  Concernant le marché de partenariat et les marchés publics globaux, les conditions de recours à ces marchés publics particuliers ne sont pas remplies.
CONCESSION DE TRAVAUX	L'entreprise prend à sa charge la totalité du service, y compris les frais de 1er établissement de construction et d'extension.	Dans la mesure où l'objet du contrat serait principalement l'exploitation du service public de bain de mer, ce type de contrat est à exclure.
CONCESSION DE SERVICE	L'activité de bain de mer est un service public.  On est donc dans l'hypothèse d'une délégation de service public.  Le risque d'exploitation est supporté par le délégataire.  Le délégataire se rémunère substantiellement sur les usagers.  Dans l'hypothèse d'un affermage, la Métropole assume le coût des travaux mais pas dans l'hypothèse d'une délégation de service public sous forme de concession.	Mode de gestion adapté à l'exploitation d'un Service de bain de mer.  En revanche, moindre maîtrise du service par la Métropole.  La Métropole s'orienterait donc davantage vers une délégation de service public car elle souhaite que le délégataire prenne en charge certains investissements.  Il est à noter que l'article R2124-31 du CGPPP dispose que les conventions d'exploitation liées aux concessions de plage sont soumises à la procédure décrite aux articles L1411-1 et suivants du CGCT (relatifs aux délégations de service public)

## PARTIE II – Choix du mode de gestion

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, de par la nature de la mission à accomplir, souhaite poursuivre la sous-traitance des lots de plage afin de répondre au mieux à la qualification professionnelle exigée.

L'activité d'exploitation des lots de plage étant saisonnière, la sous-traitance apparaît mieux adaptée.

En effet, la Métropole n'a pas pour vocation principale l'exploitation en gestion directe d'un lot de plage.

En effet, compte-tenu de la spécificité des activités de bain de mer et de l'inadéquation des moyens humains et techniques de la Métropole TPM avec l'organisation de ces services, il apparaît nécessaire d'attribuer ce lot dans le cadre d'un contrat de concession de service. Cela permettra d'assurer la continuité du service public avec une gestion déléguée qui correspond à l'exploitation aux risques et périls de l'exploitant.

Ainsi, l'ensemble des missions attribuées à la Métropole, seront confiées au sous-traitant dans le périmètre de son lot de plage.

**La délégation de service public présente l'avantage de permettre de confier la gestion totale du service public à un même délégataire, spécialisé et expert dans le domaine.**

De plus, le délégataire étant financièrement intéressé dans la réussite du projet puisqu'il supporte une partie du risque d'exploitation, il a tout intérêt à ce que le service public soit correctement géré.

Enfin si le délégataire — en tant qu'exploitant au quotidien du service — a de grandes libertés, ces dernières sont encadrées et limitées par le contrat et le pouvoir de contrôle de la personne publique.

Il est à noter que l'article R2124-31 du CGPPP dispose que les conventions d'exploitation liées aux concessions de plage sont soumises à la procédure décrite aux articles L1411-1 et suivants du CGCT (relatifs aux délégations de service public)

### PARTIE III : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

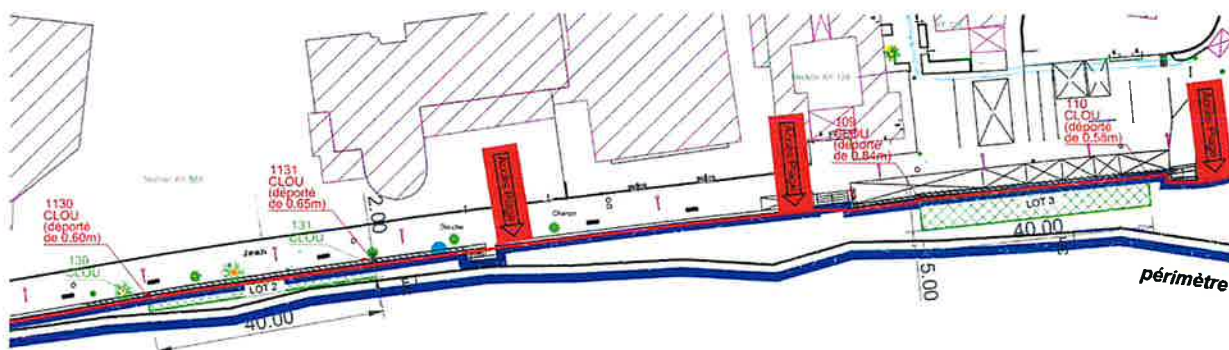
#### **A. Objet : exploitation d'un lot de plage**

Il s'agit de la gestion de deux lots de plage destinés à rendre un Service Public de Bain de Mer.

La plage naturelle de Mar-Vivo/Les Sablettes présente six lots de plage, repérés sur le plan de concession. La question du choix du mode de gestion se pose uniquement pour les lots de plage N°2 et N°3, dont les contrats de Délégation de Service Public arrivent à échéance le 31 octobre 2022.

Le descriptif de ces deux lots de plage dans le cahier des charges de la concession est le suivant:

Numéro de lot	Définition de la zone	Linéaire (m)	Superficie (m <sup>2</sup> )	Prescription technique
LOT n°2	Location Matelas - Parasols	40m par 2m	80m <sup>2</sup>	
LOT n°3	Location Matelas - Parasols	40 par 5m	200 m <sup>2</sup>	



Les lot n°2 et 3, mis à disposition, sont destinés à recevoir l'exercice de l'activité matelas parasols, à l'exclusion de tout autre activité.

En tout état de cause, la continuité du passage des piétons le long du littoral doit être assurée. Le libre accès au public, tant de la terre que depuis la mer, ne doit être ni interrompu, ni gêné en quelque endroit que ce soit. Un espace d'une largeur de **3 mètres** minimum (à compter du jet de rive et accessible en tout temps) destiné à la libre circulation sur la plage et au libre usage du public sera préservé tout au long de la mer.

Les sous-traitants doivent s'assurer de l'entretien, la propreté, la sécurité et la salubrité de la totalité de leur lot de plage. Le sous-traitant fera son affaire personnelle du stockage et du gardiennage de son matériel.

En dehors de la période d'exploitation, la plage concédée devra être libre de toute occupation.

## **B. Les missions confiées au délégataire**

Les objectifs principaux assignés au futur délégataire de chaque lot sont les prestations constitutives de Service Public des bains de mer, décrites en introduction, à savoir :

- Pérenniser et améliorer la qualité du service public de bains de mer
- Exploitation du lot de plage
- Entretien du lot de plage
- Surveillance et contrôle de la sécurité des usagers sur le lot
- Veiller au bon fonctionnement du service
- Assurer la protection du domaine public maritime sur le lot

## **C. Les conditions financières d'exploitation du service**

Pour chaque lot, le Délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls financiers (transfert d'un risque lié à l'exploitation du service).

Le Délégataire se rémunérera substantiellement par la perception de recettes auprès des usagers. Sa rémunération sera donc substantiellement liée aux résultats d'exploitation du service. A ce titre, le délégataire soumettra à la Métropole les tarifs pratiqués pour l'exploitation de son lot de plage.

Le Délégataire versera à l'autorité délégante une redevance d'occupation domaniale annuelle en raison des avantages procurés à celui-ci par le fait de pouvoir exploiter le service.

Cette redevance est composée :

- **d'une part fixe forfaitaire**
- **d'une part variable dépendant du chiffre d'affaires réalisé pendant la période d'exploitation chaque année**

## **D. Le régime des responsabilités**

Le délégataire gère le service à ses risques et périls (transfert d'un risque lié à l'exploitation). Il est responsable du bon fonctionnement et de la continuité du service.

Le délégataire a l'obligation de couvrir ses responsabilités par la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurance de responsabilité civile, de dommages aux biens et/ou à l'environnement.

## **E. La durée du contrat**

Une procédure de délégation de service public avec publicité et mise en concurrence sera lancée.

**La durée du sous-traité d'exploitation** débutera à compter de sa date de notification et sera fixée à **4 périodes d'exploitation**.

## **F. Durée de la période d'exploitation**

La période d'exploitation pour la concession de plage de Mar-Vivo/Les Sablettes sera fixée par délibération du Conseil Métropolitain du 24 mars 2022, conformément aux dispositions définies aux articles R.2124-16, R.2124-17 et R.2124-19 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les installations du lot seront démontables ou transportables, montées et démontées durant cette période d'exploitation.

Dans le cas où l'autorité concessionnaire modifierait la durée de la période d'exploitation des bains de mer, le sous-traitant devra s'y conformer.

En tout état de cause, le sous-traitant devra impérativement exploiter son lot à minima du 15 juin au 15 septembre.

#### **G. Contrôle et sanctions**

Le Déléataire devra satisfaire aux obligations définies et détaillées dans le sous-traité d'exploitation concernant notamment la production de ses comptes et des indicateurs de la qualité du service rendu aux usagers.

Le sous-traité d'exploitation définira précisément les objectifs assignés au Déléataire, les informations que le Déléataire tiendra à la disposition de la Métropole, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

La Métropole pourra exercer, le cas échéant, son pouvoir de sanction et résilier le contrat dans les conditions qui seront fixées dans le sous-traité d'exploitation du lot.

#### **H. La fin du contrat**

Toute reconduction tacite du sous-traité d'exploitation du lot de plage sera prohibée.

Le sous-traité d'exploitation (DSP) précisera les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat.

### **PARTIE IV : MODALITES DE PASSATION DE LA DÉLEGATION DE SERVICE PUBLIC**

Le contrat de concession de service (DSP) sera passé conformément aux règles et procédures de passation prévue dans le Code de la Commande Publique (aux articles L3120-1 et suivants)